

## Pour l'économiste, Christophe Ramaux : « La libéralisation de l'énergie est une vraie gabegie »



### L'attaque contre l'électricité et le gaz intervient dans un cadre plus global de remise en cause des services publics. Quelle en est la logique ?

Nous faisons face à du dogmatisme mais surtout à de lourds intérêts financiers. Il s'agit de permettre à des acteurs privés de se « gaver sur la bête ».

La place faite aux fournisseurs alternatifs avec la dérégulation de l'énergie est un cas d'école.

Ces fournisseurs ne produisent pas d'énergie et ne gèrent pas de réseaux de distribution. Ils font de l'argent en profitant de la règle inique de l'ARENH. Ce sont de purs commerciaux et cela montre bien que nous sommes dans un capitalisme de prédation.

Avec le plan Hercule, on franchirait une étape supplémentaire et je suis particulièrement inquiet pour Enedis, car c'est l'entretien du réseau qui est en jeu. Avec la privatisation du réseau, on risque d'accroître les inégalités territoriales, les zones denses étant plus rentables.

### Quelles sont les conséquences de cette concurrence pour le consommateur ? L'énergie est-elle une marchandise comme une autre ?

L'énergie est un secteur de monopole naturel. On ne va pas multiplier les moyens de production à l'infini, dupliquer les réseaux... cela n'aurait aucun sens. Les libéraux ont donc créé une

concurrence artificielle avec l'ARENH ou les prix garantis des énergies renouvelables. Mais ces mécanismes génèrent de la volatilité sur les marchés, notamment parce que les énergies renouvelables électriques sont intermittentes et qu'on ne sait pas les stocker.

En plus de cette volatilité, la concurrence entraîne des surcoûts dont on parle trop peu. Plusieurs fournisseurs, cela veut dire plusieurs guichets, des campagnes coûteuses de publicité pour gagner des parts de marché, plusieurs systèmes de facturation... C'est une gabegie.

### Quel est l'impact de la libéralisation en matière de souveraineté ?

Je crois que la crise sanitaire de 2020 a montré toute l'importance du rôle de l'Etat. On nous a dit que les Etats étaient dépassés, ne pouvaient plus rien faire, c'est à l'évidence archi-faux. C'est d'ailleurs vers leurs Etats que les firmes – même les plus internationalisées – se sont tournées pour bénéficier d'aides. Emmanuel Macron a tenu des propos en faveur de la reconquête de la souveraineté. Le problème est qu'il fait l'inverse de ce qu'il dit, notamment en soutenant le projet Hercule ou en n'intervenant pas dans le dossier Engie alors que l'Etat est toujours le premier actionnaire d'Engie et d'EDF.

Nous savons que des opérateurs étrangers sont intéressés pour entrer au capital d'EDF « vert ». Ce serait catastrophique. Nous avons suffisamment d'expériences malheureuses, comme celle de la vente de la division énergie d'Alstom à General Electric. Je crois fermement qu'il convient de réhabiliter l'idée de souveraineté industrielle.

### Et sur la stratégie énergétique française ?

Nous devons avoir un débat à la fois sur la réduction des consommations, qui est essentielle, et sur les modes de production. Pour lutter contre le changement climatique nous avons besoin de davantage de production électrique en rempla-

cement des énergies fossiles. Or, le débat sur le nucléaire est difficile car certains raisonnent toujours avec la logique des années 1970, époque à laquelle la question des émissions de gaz à effet de serre n'était pas perçue comme essentielle.

Les énergies renouvelables peuvent participer à la décarbonation mais elles ne sont viables que s'il existe un complément : il faut donc de l'hydroélectricité - mais le potentiel est physiquement limité - et du nucléaire. Il est paradoxal que ce soit un gouvernement conservateur, celui du Royaume-Uni, qui fasse le choix de développer, avec un plan massif

d'investissements, à la fois l'éolien et le nucléaire.

### Que pourrait faire un Etat qui voudrait s'opposer à la libéralisation de l'énergie ?

L'Etat doit d'abord redonner du sens au service public et à l'intérêt général. L'énergie est l'enjeu clé de l'époque et elle exige une vision de long terme que le marché est incapable d'avoir.

Je suis pour une économie mixte. Je ne suis pas contre le fait que des privés puissent développer des parcs d'énergie renouvelable par exemple, mais l'idée de placer les grands moyens de production et de distribution dans un secteur public me semble pertinente. ■